

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°107 - 23 février 2012

# **Des alternatives à l'austérité existent !**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 23 février 2012

---

**Démocratie & Socialisme**

---

La Confédération européenne des syndicats (CES) a décidé d'organiser une journée d'action européenne, le 29 février à la veille du Conseil européen des 1er et 2 mars prochains. **« Il s'agit d'envoyer un message fort aux décideurs européens : trop c'est trop ! Des alternatives à l'austérité existent. Il faut mettre l'emploi et la justice sociale au coeur des priorités ».**

## Il faut cesser de saigner la Grèce

La CES poursuit fort justement : *« La réponse à la crise, qui remporte l'unanimité politique en Europe aujourd'hui, est celle de l'austérité et de la discipline budgétaire. Couper dans les salaires, dans la protection sociale, attaquer les mécanismes de négociation, hyper flexibiliser les contrats de travail, voilà ce que les idéologues néo-libéraux proposent comme seul horizon ! »* Des centaines de milliers de travailleurs grecs ont manifesté avec force contre l'adoption de nouvelles mesures d'austérité qui entraînent nombre d'entre eux dans la misère. Ces mesures étranglent la Grèce et ne règlent pas sur le long terme la situation de ce pays qui plonge dans la récession.

**Dans une déclaration intitulée : « Il faut cesser de saigner la Grèce »**, Catherine Trautman, au nom de la délégation socialiste française au Parlement européen, écrit *« Ce à quoi nous assistons en Grèce nous interpelle : ce que Merkozy fait au peuple grec, Merkozy le prépare pour le reste de l'Europe »*. Et en Espagne, plus d'un million de personnes ont manifesté, à l'appel des CCOO et de l'UGT, contre un nouveau code du travail marqué du sceau du recul social qui, selon les deux grands syndicats espagnols, va *« accélérer la destruction de l'emploi »*.

## MES et Traité européen : à renégocier !

Le 30 janvier 2012, un nouveau projet de traité européen « sur la discipline budgétaire » a été finalisé : le Traité sur la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG). Pour la Confédération européenne des syndicats, ce traité *« fait un pas de plus vers l'austérité et prévoit des sanctions en cas de déficits. Ce traité, qui devrait être adopté par le Conseil européen des 1er et 2 mars, grave dans le marbre la discipline budgétaire et risque d'enfoncer l'Europe dans la récession »*. **François Hollande, avec raison, indique que s'il est élu, il le renégociera.** Sigmar Gabriel, le président du SPD (parti social-démocrate allemand), a déclaré dans un communiqué : *« Des sujets comme la taxation de la spéculation financière, la régulation des marchés financiers, la lutte contre le dumping fiscal et surtout des mesures efficaces de soutien à la croissance sont totalement absents du plan Merkel/Sarkozy. C'est pourquoi François Hollande a raison, s'il est élu président de la République, de reprendre la discussion sur le pacte budgétaire. Il a le total soutien du SPD »*.

## Il faudra un référendum !

Le Mécanisme européen de stabilité fait référence explicitement à ce traité (sans parler du fait qu'il est un mécanisme à l'usage de la finance, dans la mesure où les fonds prêtés vont directement rembourser les banques qui détiennent les titres de la dette grecque par exemple sans que les Grecs n'en voient la couleur !). **Un vote « contre » de la part des députés socialistes français aurait été logique (c'est ce qu'une vingtaine d'entre eux a d'ailleurs fait). Cela aurait aidé François Hollande à créer un meilleur rapport de forces pour lui faciliter la tâche lorsqu'il ira, comme il l'a annoncé, rencontrer Angela Merkel pour renégocier le TSCG. Et il faudra consulter le peuple français par referendum pour savoir s'il faut, au final, ratifier ce traité.**

## Mobilisons-nous !

Quoi qu'il en soit, le 29 février, aidons au succès des rassemblements intersyndicaux prévus à l'appel de CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA afin d'affirmer, comme le fait la CES, que « *d'autres solutions existent à la seule discipline budgétaire. C'est un plan de relance pour l'emploi et une croissance durable qu'il nous faut* ».